

Pas d'intervention sans contrôle

Christophe Deroubaix

L'Humanité, 20 juin 1994

François-Xavier Verschave est président de l'association Survie. Il répond aux questions de « l'Humanité ».

Quelle est votre réaction à l'annonce par le ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé, d'une intervention au Rwanda ?.

Dans un premier temps, c'est un progrès que le dossier rwandais soit confié au ministère des Affaires étrangères où les éléments qui ont conduit au désastre actuel sont moins nombreux. Ensuite, la suggestion d'une force d'intervention répond à un besoin urgent. Mais, compte tenu du rôle de la France, il serait incompréhensible et incompris que cette force puisse s'exercer sans un contrôle. Cela peut se faire à deux niveaux : un contrôle démocratique par une commission parlementaire ; international ensuite, dans le cadre d'une mission de l'Union européenne et de l'ONU.

La politique africaine de la France a-t-elle une part de responsabilité dans ce qui se passe au Rwanda ?

Le problème fondamental est la distance qui s'est creusée entre les discours sur l'aide au développement et des pratiques menées par des acteurs souterrains. Fin 1993, la politique française a connu une timide inflexion en faveur des accords d'Arusha

(prévoyant un gouvernement à base

élargie, NDLR).

Cette inflexion a été vite contrecarrée par le lobby militaro-africaniste. Le problème de la politique africaine de la France c'est que c'est un canard sans tête. C'est une politique décérébrée, menée par une dizaine de clans politico-affairistes. Aujourd'hui, la politique africaine de la France, c'est le lieu de l'irresponsabilité.

Etes-vous pour ou contre une intervention française ?

Il est vrai que la France a des capacités d'intervention rapide. Compte tenu de l'urgence, ce pourrait être souhaitable. Mais il y a le passé. Si vous montrez une carte d'identité tutsie à un barrage d'extrémistes hutus, vous êtes massacrés ; si vous avez un passeport français, vous êtes acclamés. De plus, un certain nombre d'officiers se sont comportés en mercenaires et ont pris fait et cause pour Habyarimana. Certaines personnes soutiennent que le Rwanda était la plaque tournante du trafic péri-zaïrois.

Le véritable problème au Rwanda, c'est le génocide. Il faut empêcher les milices de continuer les massacres à leur guise. Si le mandat politique est clair et que le double contrôle, intérieur et international, est assuré, les soldats français pourraient avoir un rôle salutaire. Mais si les acteurs souterrains français de la politique afri-

caine utilisent cette intervention pour de Fachoda », c'est une catastrophe.
poursuivre dans la voie du « syndrome Propos recueillis par C. D.